

Confidentiel

Exposé  
fait par le Chef du Département politique  
à la Conférence des ministres le 10 septembre 1954  
et à la Commission des Affaires étrangères  
du Conseil national le 15 septembre 1954

---

Comme chaque année à cette occasion, je vous souhaite la bienvenue à Berne au nom du Conseil fédéral et je vous exprime ses remerciements pour les services que vous avez rendus au pays. Des changements sont intervenus dans le corps diplomatique suisse, puisque plusieurs postes qui étaient dirigés par des chargés d'affaires le sont aujourd'hui par des ministres. Votre nombre a ainsi augmenté d'une manière sensible. A la fin de cette année, il y aura de nombreux transferts; cinq ministres en poste à l'étranger sont atteints par la limite d'âge. Ce sont MM. Celio, Bruggmann, Carl Stucki, Feldscher et Girardet. Je tiens à exprimer à MM. Celio et Girardet, ici présents, la vive reconnaissance du Conseil fédéral pour la manière distinguée dont ils ont représenté la Confédération dans les postes qui leur ont été confiés.

Le Conseil fédéral se séparera aussi, à la fin du mois d'octobre et du mois de décembre, de deux d'entre vous qui ont joué un rôle éminent dans la vie de notre pays et exercé une influence qui fut souvent décisive sur sa politique économique et ses relations avec l'étranger. M. le Ministre Stucki et M. le Ministre Hotz, avec des dons et des talents différents, ont été des négociateurs brillants et ont su, l'un et l'autre, défendre avec succès, dans des conditions souvent difficiles, les intérêts de notre pays.

- 2 -

M. le Ministre Hotz n'appartient pas juridiquement au Département politique, mais le titre de ministre a créé un lien entre lui et le Département et, en plus de tous ses autres mérites, il a su, au cours de son long règne à la Division du commerce, instituer une collaboration efficace et fructueuse entre le Département de l'économie publique et le nôtre. Je ne doute pas qu'avec son successeur, M. le Ministre Schaffner, cette collaboration ne se poursuive aussi compréhensive et amicale.

M. le Ministre Stucki est sans doute de tous les Ministres de Suisse actuels celui dont la carrière au service du pays a été la plus longue, la plus diverse et la plus mouvementée. Il a été mêlé aux événements dramatiques de l'occupation et de la libération en France. Il ne s'est jamais dérobé devant les missions les plus difficiles et parfois les plus ingrates qui lui étaient proposées. Il a toujours su les maîtriser.

Je garderai personnellement un souvenir vivant et reconnaissant des contacts et des relations confiantes que pendant près de dix ans j'ai entretenus avec ces deux grands serviteurs du pays, qui peuvent emporter dans leur retraite la satisfaction d'avoir été en toutes circonstances à la hauteur des tâches chargées de responsabilités qui leur avaient été confiées.

Les événements politiques qui se sont produits depuis votre dernière réunion sont nombreux, importants. Ils ont été parfois dramatiques. Il semble que nous soyons sortis de la période de stagnation qui a caractérisé ces dernières années. Des décisions ont été prises, des changements interviennent. La politique internationale paraît être entrée dans une phase plus active, tant sur le plan mondial que sur le plan européen. Je voudrais essayer de faire une synthèse de la situation internationale actuelle.

Ce qui me paraît le plus frappant dans l'évolution de cette dernière année, - et dans les événements qui l'ont marquée,- c'est le changement intervenu dans la nature et la physionomie des problèmes fondamentaux sur lesquels le monde est divisé et auxquels jusqu'à présent aucune solution n'a pu être donnée.

Les années d'après-guerre - jusqu'à la mort de Staline - ont été caractérisées par le conflit idéologique qui opposait le monde communiste au monde libre. A peu près toutes les questions se ramenaient à ce conflit, étaient couvertes par lui, étaient envisagées sous l'angle de cette division idéologique. Tous les événements politiques - ou presque - apparaissaient comme des épisodes de la lutte entre les deux mondes hostiles: du coup d'Etat de Prague et du blocus de Berlin à la guerre de Corée, en passant par celle d'Indochine. On peut affirmer, je crois, que toute la stratégie politique de l'URSS, comme celle des Etats-Unis étaient inspirées de cette situation, dont quelques-unes des conséquences ont été, pour l'Europe, le Pacte Atlantique, l'élaboration de la Communauté européenne de défense, la politique européenne des hommes d'Etat occidentaux. Le rideau de fer séparait les deux mondes.

Aujourd'hui, le conflit idéologique subsiste, mais il est devenu moins visible, il a perdu de son acuité apparente. Et derrière lui - et dans une certaine mesure se combinant avec lui - est apparu au premier plan un autre conflit tout aussi, sinon plus grave et plus complexe, qu'il est difficile de définir en un mot, mais qui oppose, en gros, l'Europe et l'Amérique aux autres continents, la race blanche aux races de couleur, les pays évolués et colonisateurs aux pays arriérés, sous-développés, anciennement ou encore colonisés.

Voilà comment, me semble-t-il, se présente aujourd'hui la toile de fond sur laquelle se déroulent les

événements particuliers dont nous sommes les spectateurs. Il n'y a pas une nouvelle situation qui s'est brusquement substituée à une situation antérieure, mais ce sont d'autres éléments qui ont pris aujourd'hui la première place, surtout pour le monde occidental et en particulier pour l'Europe. Ceux-ci sont, en effet, directement et durement touchés par cette évolution, qui a pour eux deux conséquences graves :

l'une est l'élimination des Blancs, des Européens, de l'Asie et déjà partiellement de l'Afrique;

l'autre la désagrégation de l'Occident, expression un peu sommaire, que je chercherai à préciser.

Ces quelques considérations un peu schématiques me paraissent illustrées par les événements de ces derniers mois, qui ont fait sortir de la stagnation la grande politique internationale. Et cela surtout depuis l'entrée sur la scène politique d'un homme nouveau: M. Pierre Mendès-France, qui, s'écartant des sentiers battus, apparaît comme l'agent actif d'une espèce de renouveau diplomatique. Un de ses mérites a été d'accélérer le choix de solutions - positives ou négatives - à des problèmes qui semblaient insolubles ou plus exactement dont on renvoyait indéfiniment la solution.

Le premier de ces événements a été la Conférence de Genève.

Sur le problème de la Corée, cette Conférence a été un échec. Il semble que la délégation chinoise et M. Chou En-lai aient été déçus et surpris que les délégués occidentaux mettent brusquement fin à la discussion en constatant qu'elle se poursuivait vainement et sans résultat et qu'ils aient eu peur que la discussion sur l'Indochine se termine de la même manière. En effet, le 15 juin, la discussion sur la Corée prenait définitivement fin et c'est le 17 juin que M. Chou En-lai faisait des propositions constructives pour régler la question

- 5 -

de l'Indochine. Le problème de la Corée figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies qui va s'ouvrir à New York. Il est douteux qu'il soit longuement discuté; la Chine n'étant pas membre des Nations Unies, il n'y a aucune chance pour qu'une solution intervienne. La Corée a passé au second plan. C'est un problème neutralisé. D'une manière générale, on n'envisage pas une rupture de l'armistice et une reprise des hostilités.

Sur l'Indochine, vous connaissez l'accord intervenu à Genève. Cet accord constitue un grand succès pour le Vietminh, pour la Chine et, d'une manière générale, pour les pays communistes. C'est une défaite pour l'Occident, qui perd une position importante en Asie. Mais, en raison de la situation militaire, cet accord est aussi un événement positif pour la France, qui, grâce à lui, a évité un désastre militaire imminent. Il n'y a pas de doute que M. Chou En-lai s'est montré conciliant à Genève en admettant un partage provisoire de l'Indochine, certainement avec la conviction que les élections générales qui doivent avoir lieu dans deux ans assureront la victoire des communistes.

Indépendamment du règlement du problème de l'Indochine, la Conférence de Genève a permis à la Chine de sortir de son isolement, de se manifester comme une grande puissance, de lever l'ostracisme dont elle était l'objet. M. Chou En-lai est apparu comme un grand homme d'Etat, comme une force avec laquelle il faut compter. Sur ceux qui ont été en contact avec lui, il ne fait pas l'effet des dictateurs du type européen, Hitler et Mussolini, qui étaient des parvenus sans tradition. On a l'impression qu'un homme comme M. Chou En-lai représente, sans doute avant tout la révolution et des idées nouvelles, la volonté de libération du peuple chinois de servitudes féodales et d'un régime archaïque, mais aussi

- 6 -

quelque chose de plus difficile à définir, un pays et un peuple millénaires, qui ne renient pas leur passé, mais qui voudraient s'élever au niveau des pays aujourd'hui les plus évolués. La figure de Chou En-lai est énigmatique et en même temps séduisante.

La Conférence de Genève a été incontestablement un événement positif pour la Suisse. Elle a donné l'occasion de faire connaître notre pays à des hommes d'Etat qui ne l'avaient jamais vu et qui y ont trouvé une atmosphère favorable à leurs discussions et à leurs travaux. Il y avait certainement une part de sincérité dans les remerciements qui nous ont été adressés, non seulement par les délégations occidentales, mais aussi par celles des pays communistes. Sans vouloir surestimer les avantages que nous avons pu retirer de la Conférence de Genève, je pense qu'elle a pu fortifier notre position internationale et surtout notre position d'Etat neutre. Elle nous a donné aussi l'occasion de recevoir à Berne des personnalités dont nous n'aurions jamais pensé qu'elles franchiraient un jour le seuil du Palais fédéral.

Les Etats-Unis ont cherché à répondre à l'échec qu'ils avaient subi en Indochine et à rétablir dans la mesure où elle pouvait l'être la situation, en réalisant le Pacte de l'Asie du sud-est. On peut se demander si cette nouvelle initiative, qui a abouti, présente des avantages substantiels. Les principaux pays d'Asie se sont tenus à l'écart de la Conférence des Philippines et ont même pris position contre elle. Les Français et les Anglais n'ont suivi qu'à contre-cœur. Les Anglais en particulier ont d'autres vues que les Américains sur la politique à suivre en Extrême-Orient et cherchent à s'entendre avec la Chine. La Conférence de Manille n'était pas de nature à faciliter cette politique. On doit d'ailleurs se féliciter qu'elle n'ait pas été l'occa-

- 7 -

sion de nouvelles divergences entre la Grande-Bretagne et les USA.

Il est difficile de faire des pronostics sur ce qui se passera en Extrême-Orient et en Asie centrale. Il semble que les chances du communisme deviennent de plus en plus grandes. Un ancien Premier Ministre de Thaïlande que nous avons reçu à Berne il y a quelques années est en train de préparer un mouvement de libération de son pays sur le territoire chinois et avec l'appui du Gouvernement de Pékin. En Inde, la politique du Pandit Nehru, qui cherche à établir des liens toujours plus étroits avec la Chine et se montre de plus en plus hostile aux Etats-Unis, favorise incontestablement le développement du communisme. D'après Mme Pandit, que nous avons vue cet été à Berne, la jeunesse intellectuelle de l'Inde est attirée par le communisme. Elle est impressionnée par les réalisations du régime communiste en Chine et au surplus, a ajouté Mme Pandit, l'Inde ne se sent pas menacée par la Chine, avec laquelle, au cours de son histoire, elle n'a jamais été en guerre. On ne peut ainsi s'empêcher de penser que le jour où le Pandit Nehru disparaîtra, l'Inde, sans conquête militaire, risque de devenir le troisième grand Etat communiste du monde.

Les incidents qui se sont produits ces derniers jours entre la Chine communiste et celle de Formose ne sont-ils qu'un épisode sans lendemain, en relation avec la Conférence de Manille? Ou, au contraire, signifient-ils que le Gouvernement de Pékin, la question de Corée étant neutralisée, le conflit d'Indochine étant virtuellement liquidé, entend poursuivre son action et réaliser l'unité chinoise, en s'emparant de Formose? Il est impossible de se prononcer. Mais on peut se demander si le Gouvernement chinois veut s'exposer, à propos de Formose, au risque d'une guerre avec les Etats-Unis. Il pourrait y avoir un élément susceptible d'exercer une influence

modératrice sur le Gouvernement chinois: c'est l'énorme effort qu'il est en train d'accomplir sur le plan économique et industriel pour équiper le pays et élever le niveau des masses.

Quoi qu'il en soit, la partie paraît perdue pour l'Occident dans l'Asie du sud-est et l'Asie centrale. Les positions abandonnées pourront difficilement être reconquises. Même dans les pays non communistes, le principe de "l'Asie aux Asiatiques" semble l'emporter nettement sur la crainte de l'expansion communiste.

En revanche, dans le Proche-Orient, il faut relever deux événements positifs pour l'Occident, qui constituent des succès pour la diplomatie anglaise. L'un est l'accord réalisé entre la Grande-Bretagne et l'Egypte sur la zone du canal de Suez, encore qu'il faille relever que cet accord implique l'abandon d'une position occidentale: à cet égard, il est négatif. L'autre est l'entente qui s'est faite entre la Grande-Bretagne et l'Iran sur la question du pétrole. Ces deux accords sont plutôt des échecs pour l'URSS et le communisme, qui avaient intérêt à maintenir ces points de friction.

Comme à son arrivée au pouvoir M. Mendès-France avait pu liquider rapidement le problème de l'Indochine, il a tôt après donné une solution à la question de la Tunisie, qui prenait une tournure dangereuse. Les décisions prises constituent d'ailleurs seulement un point de départ pour les négociations actuellement en cours. Le nationalisme veille et, comme toujours, les éléments extrémistes continueront à exiger davantage. Ils ne se contenteront pas de l'autonomie. Ils poursuivront la lutte jusqu'à l'indépendance complète. Les déclarations faites récemment dans ce sens par le secrétaire général du Néo-Destour sont significatives.

Au Maroc, la situation de la France est encore



beaucoup plus compliquée qu'en Tunisie. Le peuple marocain est divisé. La question politique a aussi un aspect racial et religieux. Il y a les Arabes et les Berbères, les populations des villes et des campagnes, les partisans du sultan actuel et ceux du sultan déposé l'an dernier par la France. L'Espagne, de son côté, joue un rôle trouble contre la France. Un accord du genre de celui réalisé pour la Tunisie paraît inconcevable au Maroc, où la France ne pourra guère éviter de maintenir l'ordre par la force.

Si l'on ajoute à cela les difficultés auxquelles se heurtent les Anglais dans leurs colonies africaines, où le nationalisme commence aussi à s'éveiller, on ne peut que constater que le colonialisme est entré dans sa période de liquidation et que la suprématie des Européens et de la race blanche cesse de plus en plus d'être une réalité. Pour tous ces peuples, naguère dominés par les Européens, il n'y a plus comme Blancs que les Russes, qu'ils considèrent comme leurs alliés et leurs amis, parce qu'ils encouragent et soutiennent la lutte qu'ils ont engagée pour leur libération.

Quant à la désagrégation de l'Occident, le terme est un peu fort. Mais il est indéniable qu'après s'être rapprochées et presque unies sous l'effet de la menace communiste et soviétique et de la politique intransigente et négative jusque dans ses aspects extérieurs de Staline, les nations occidentales s'éloignent de nouveau les unes des autres et que les vieux antagonismes se réveillent.

Les USA voient leur politique échouer sur toute la ligne, en Asie comme en Europe. Il serait ingrat de ne pas reconnaître que cette politique a sauvé l'Europe dans l'après-guerre et qu'en Corée elle était justifiée, bien que ses résultats aient été incomplets. Mais ce

- 10 -

qui la rend aujourd'hui précaire et, à certains égards, dangereuse en Asie, c'est qu'elle méconnaît des réalités, comme l'existence d'une Chine communiste, la répu- gnance des peuples asiatiques à admettre qu'on ne les laisse pas s'occuper eux-mêmes de leurs affaires et sur- tout le fait que le communisme ne représente pas pour les Asiatiques le danger mortel qu'il est pour les Américains. L'absence à la Conférence de Manille des principaux pays asiatiques est symptomatique. Le problème de la défense de l'Asie contre le communisme n'est pas essentiellement un problème militaire, même si l'on admet que la présence des USA en Extrême-Orient constitue pour un temps une barrière contre l'extension du communisme.

Cependant c'est surtout en Europe que les Etats- Unis doivent éprouver les plus cruelles déceptions. Ils n'ont, en effet, pas réussi à convaincre tous les Euro- péens que la politique d'intégration qu'ils recommandaient et finançaient était la meilleure, sinon la seule pos- sible, pour lutter efficacement contre le communisme et l'URSS. Et il n'est pas exclu qu'après la Conférence de Genève, où un accord sur l'Indochine est intervenu en dehors d'eux, après l'échec de la CED, les Etats-Unis, sans se replier dans l'isolationisme, prennent une atti- tude plus réservée et laissent l'initiative à leurs alliés européens.

Mais c'est le vote négatif de l'Assemblée na- tionale française sur la CED qui marque de la manière la plus nette cette désagrégation du monde occidental et européen.

Le rejet de la CED par la France est peut-être l'événement le plus grave pour l'Europe qui se soit pro- duit depuis la fin de la guerre. Il constitue aussi le plus grand succès de la diplomatie soviétique. Il n'est pas possible de mesurer aujourd'hui toutes les consé-

quences de ce rejet et de prévoir ce qui se passera. Probablement pas le pire, en ce sens qu'on essayera de limiter les dégâts et de trouver une nouvelle formule. Toutefois, quelle que soit l'opinion qu'on ait sur la CED, il faut admettre qu'elle représentait une solution avantageuse pour la France de la question du réarmement allemand, celle qui lui fournissait le plus de garanties. Il est vraisemblable que toute nouvelle solution ira plus loin. Et comme, en réalité, c'est contre le réarmement de l'Allemagne que la majorité du Parlement français s'est prononcée, on ne voit pas la même majorité ou une autre majorité se former pour admettre une solution qui irait plus loin dans les concessions faites à l'Allemagne. Du côté allemand, il est aussi probable que l'on se montrera plus exigeant qu'on ne l'était en 1952, au moment où le traité sur la Communauté européenne de défense a été mis au point et signé. Le vote du Parlement français liquidant par une décision de procédure un problème fondamental sans qu'une discussion sur le fond ait pu avoir lieu altérera probablement pour un temps indéterminé les relations franco-allemandes. En outre, il constitue un échec pour la politique européenne et de réconciliation avec la France du Chancelier Adenauer. Il est un succès pour ses adversaires, surtout pour les communistes, mais aussi, me semble-t-il, pour les nationalistes extrémistes, les néonazis. Ce rejet encouragera le réveil du complexe de supériorité germanique, qui trouve déjà à s'alimenter dans le redressement économique de l'Allemagne, dans les succès sportifs des équipes allemandes, etc. Il y a quelque chose de tragique dans le fait que, lorsqu'un gouvernement allemand cherche sincèrement une réconciliation avec la France, du côté français on refuse de faire les concessions qui justifieraient et feraient admettre par le peuple allemand la politique conciliante de son

- 12 -

Gouvernement. Ainsi le nationalisme français alimente en quelque sorte le nationalisme allemand. Cette remarque n'implique aucune critique à l'égard de la France, qui a des raisons de craindre une Allemagne redevenue trop forte.

Le rejet de la CED par la France pourrait cependant avoir un effet positif: celui d'obliger la Grande-Bretagne à s'engager davantage qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent sur le continent. Il semble que l'idée de M. Mendès-France soit de remplacer la CED par une alliance à laquelle participerait la Grande-Bretagne, permettant à chaque Etat membre de garder son armée nationale, toutes les armées étant placées sous un commandement commun. Mais la difficulté subsistera de fixer le statut de la nouvelle armée allemande, en trouvant une solution qui tienne compte des craintes françaises et des exigences de l'Allemagne à être mise sur un pied d'égalité avec ses alliés.

Si en définitive l'entente pouvait se faire sur une solution de cette nature avec la participation de la Grande-Bretagne, ce serait la justification après coup de la décision négative du Parlement français.

Il n'est pas facile de conclure et de porter un jugement d'ensemble sur la situation actuelle. Il est encore plus malaisé de vouloir faire des prévisions.

Sur le plan militaire, l'optimisme modéré avec lequel on pouvait envisager l'avenir après la Conférence de Berlin - malgré son échec - était justifié. La Conférence de Genève a permis de terminer la guerre d'Indochine. Aujourd'hui, sous réserve des incidents de Chine, il n'y a plus de guerre nulle part, pour la première fois depuis longtemps. Il ne semble pas que de nouvelles hostilités doivent éclater à brève échéance,

malgré la gravité des litiges en suspens. Sous réserve de ce qui peut se passer à Formose, le point le plus névralgique est peut-être le Proche-Orient, où l'antagonisme entre Israël et les pays arabes reste virulent. Mais, même si les hostilités devaient reprendre, elles resteraient vraisemblablement localisées.

En revanche, on ne peut s'empêcher d'être pessimiste en ce qui concerne l'évolution politique actuelle. L'élimination des Occidentaux de vastes régions du monde qui étaient une des sources de leur prospérité, de leur puissance et de leur prestige, et aussi des débouchés pour leurs industries, constitue un affaiblissement qui n'est pas encore très sensible, mais qui risque de le devenir à plus ou moins longue échéance. A cet affaiblissement de l'Occident correspond, dans la mesure où les mouvements de libération asiatiques et africains sont appuyés par les gouvernements communistes de l'URSS et de la Chine et aboutissent grâce à leur aide matérielle, un renforcement de la position du communisme dans le monde. Celui-ci apparaît, à tort ou à raison, comme la voie menant à l'indépendance nationale sur le plan politique et à l'amélioration des conditions de vie sur le plan économique et social. La faillite du système colonial n'a pas pour effet l'instauration dans les anciennes colonies de la démocratie telle que nous la concevons, mais elle prépare le chemin à des régimes de masse, c'est-à-dire à des régimes autoritaires du genre de ceux auxquels l'URSS et la Chine sont soumises. L'élite intellectuelle dans les pays asiatiques n'est pas hostile au communisme, au contraire. On ne peut considérer les chefs actuels des pays communistes comme des aventuriers. Ce sont plutôt des hommes qui ont consacré leur vie à une cause et en général sont à la hauteur de leur tâche et de leurs fonctions. Ils sont dan-

gereux pour leurs adversaires aussi en raison de leurs mérites. En Chine et en Indochine, les chefs sont des communistes, mais autant, sinon plus, des nationalistes et des patriotes luttant pour l'indépendance de leur pays. Ils sont anticapitalistes aussi parce que ce sont les capitalistes étrangers qui ont asservi ou exploité leur pays, ou corrompu son Gouvernement. Sans doute ces régimes s'altéreront-ils. Mais il y a vraisemblablement en eux, pour un temps, une force telle que rien ne pourrait de l'extérieur les abattre ou même les affaiblir. Ce sont provisoirement des régimes triomphants. L'idée qu'ils représentent aura-t-elle la même force que les idées libérales et démocratiques en Europe au 19e siècle? Il n'est pas possible de le dire.

Le monde occidental perd ses positions extérieures. Il s'affaiblit aussi à l'intérieur. Le lien qui s'était créé entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale et entre les pays européens après le coup d'Etat de Prague, le blocus de Berlin et d'autres manifestations de l'impérialisme soviétique, ce lien est en train de se distendre. Il y avait, jusqu'à la mort de Staline, une politique européenne qui, sans se substituer aux politiques nationales des différents pays ou se confondre avec elles, inspirait ces politiques. Cette politique européenne a été vigoureusement appuyée par les Etats-Unis. Aujourd'hui, l'antiaméricanisme se développe dangereusement. La politique européenne tombe en lambeaux, comme si les pays européens perdaient la conscience qu'ils ont des intérêts communs vitaux à défendre. Sans doute les gouvernements se rendent-ils, en général, compte de la nécessité d'une cohésion européenne, mais ils ne sont pas soutenus par les parlements et l'opinion publique. Les gestes aimables du gouvernement soviétique, l'attitude

- 15 -

moins intransigeante en apparence qu'il a prise depuis la mort de Staline, les avances du Gouvernement chinois à l'Occident, suffisent à éveiller des espoirs que de nouvelles discussions permettront aux affaires de s'arranger. Le neutralisme gagne du terrain.

La situation actuelle paraît s'être améliorée si on la compare à ce qu'elle était il y a quelques années, alors que le risque de guerre pesait sur l'Europe. En réalité, cette situation est aujourd'hui plus précaire que précédemment dans la mesure où elle implique un affaiblissement de l'Europe. Le rideau de fer est à cet égard plus dangereux pour l'Occident entr'ouvert que fermé.

On doit se demander dans quelle mesure cette situation peut exercer une influence sur l'existence et sur la politique d'un pays comme la Suisse. Cette situation ne peut évidemment pas nous être indifférente. Nous avons bénéficié de notre état d'Européens: nous avons participé au développement de l'Europe, en suivant nos propres voies politiques. Nous devons nécessairement être affectés par son déclin. Mais la prise que nous avons aujourd'hui sur les événements, l'influence que nous pouvons exercer sur eux sont à peu près nulles. Les petits Etats ont toujours subi les effets de la politique des grandes puissances. Mais, dans le cadre limité de l'Europe, ils pouvaient, dans une certaine mesure, assurer leur position: c'est ainsi que la Suisse a pu naître, prendre sa forme actuelle et survivre par la volonté des Suisses.

Aujourd'hui, notre existence n'est menacée par aucun de nos voisins. En revanche, dans une mesure qui n'a jamais existé dans toute notre histoire, notre sort et notre avenir sont liés à ceux de nos voisins au sens large, c'est-à-dire des autres pays européens. A côté

de nos intérêts strictement nationaux, dont la sauvegarde pouvait être jusqu'il y a dix ans notre souci exclusif, nous participons aujourd'hui à des intérêts européens. Tout échec sur le plan de l'Europe crée un risque pour nous. La faiblesse de l'Europe augmente notre propre faiblesse. La défense militaire de l'Europe est un élément de notre propre défense. Il n'y a pour ainsi dire plus de problème de politique internationale qui nous soit étranger, même si nous n'y sommes pas directement impliqués. Ce sont là des faits, des réalités dont nous ne pouvons pas faire abstraction dans les jugements que nous portons sur notre propre situation, et dont nous devons tenir compte dans l'aménagement de nos relations avec le monde extérieur.

Nous nous félicitons sans doute de ne pas nous être engagés dans ces mouvements qui tendaient à créer une unité européenne, d'être restés à l'écart. Je suis convaincu que nous avons eu raison. Mais je suis convaincu aussi que nous devons déplorer l'échec de ces tentatives, dont le succès aurait pu redonner à l'Europe confiance en son destin.

Le mal dont souffrent les vieux pays d'Europe, c'est d'avoir perdu cette confiance, c'est le pessimisme devant l'avenir, le scepticisme. Nos régimes politiques sont usés. Nos démocraties ne sont plus animées par la foi dans la liberté et les libertés. Elles cessent d'être vivantes parce qu'il n'y a en elles plus d'enthousiasme pour une idée, pour un idéal. On le constate en Suisse comme ailleurs, où les citoyens se désintéressent de plus en plus des affaires publiques, c'est-à-dire du bien commun. Le "malaise" suisse dont les journaux, depuis quelques mois, se plaisent à parler, est une manifestation de ce phénomène. Les intérêts matériels ont



la primauté sur le reste.

Les vues que je viens d'exprimer peuvent vous paraître trop pessimistes. Je tiens à préciser que je ne crois pas qu'une catastrophe va s'abattre sur l'Europe. Celle-ci a encore des ressources, - et le redressement économique et financier auquel la plupart des pays européens ont procédé après la guerre l'a démontré. C'est plutôt le recul dans la solution de problèmes politiques, l'incapacité de les résoudre par une action commune, qui me paraissent inquiétants.

Je me suis souvent demandé quelle attitude la Suisse devait prendre en face de cette aggravation constante de l'état dans lequel se trouve le monde occidental, auquel elle appartient. Il est assez peu satisfaisant de rester passif devant cette évolution. Je ne crois pas cependant que nous puissions utilement modifier la ligne que nous suivons et qui jusqu'à présent a assuré notre indépendance. En revanche, je suis persuadé que la meilleure manière de défendre notre position dans le monde actuel est d'accepter comme des devoirs les services que notre neutralité nous permet de rendre en faveur de la paix, même si cela nous expose à certains risques et nous impose certains sacrifices. C'est ce que nous avons fait en consentant à envoyer en Corée, malgré le risque que cela comportait, les délégations qui nous ont représentés dans les deux commissions neutres créées par la convention d'armistice. C'est relativement peu de chose. Mais il ne me semble pas que nous puissions faire davantage que de rendre des services, en restant à l'écart de la grande politique. Ce n'est d'ailleurs pas la position de notre pays qui nous donne aujourd'hui des soucis. Je crois qu'elle est aussi satisfaisante que possible dans les circonstances

- 18 -

actuelles. Pour le reste, nous devons - tout en nous efforçant d'être lucides et clairvoyants et de demeurer vigilants - garder l'espérance que du désordre actuel finira par sortir un jour un ordre raisonnable et une paix digne de ce nom.